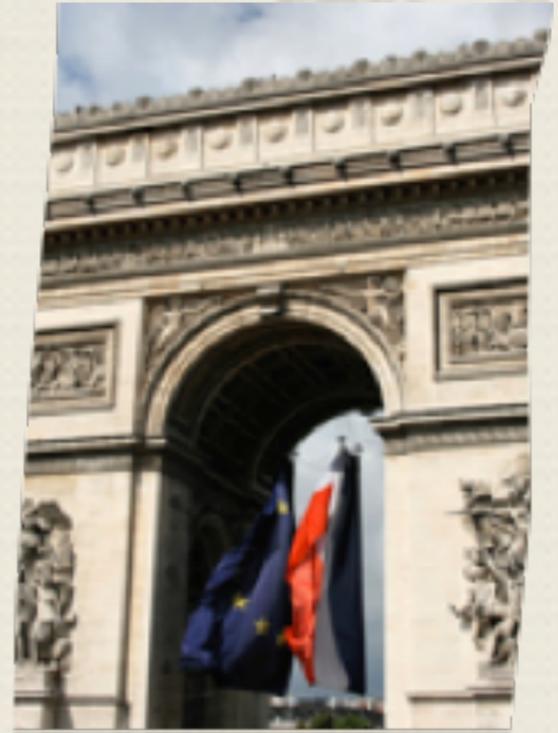


LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 29 JANVIER 2018

SOMMAIRE

- 1) Une très bonne initiative
- 2) Entre soi on s'arrange !
- 3) La hausse tant attendue
- 4) Une plainte pour viol de plus au gouvernement
- 5) Toi « ma gueule »
- 6) Le clown de service
- 7) Le petit meurtre de François...
- 8) Encore un poids lourd qui quitte le PS
- 9) Un abandon bénéfique pour la société...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Burn Out : pour la reconnaissance des troubles psychiques liés au travail





En France, seuls 400 à 500 épuisements sont reconnus chaque année, comme "maladie professionnelle", au terme d'un véritable parcours du combattant pour les salariés.

Le 1er février, nous défendrons à l'Assemblée nationale une proposition de loi visant à faire reconnaître comme maladies professionnelles les pathologies psychiques résultant de l'épuisement professionnel.

La proposition de loi sur le Burn Out en Commission

Retrouvez en direct le passage de la proposition loi sur la reconnaissance des troubles psychiques liés au travail en Commission des affaires sociales.

https://youtu.be/q-u51_O_d-s

La proposition de loi

Texte déposé le 20 décembre à l'Assemblée nationale par les députés François Ruffin (rapporteur), Adrien Quatennens et les députés membres du groupe La France Insoumise.

francoisruffin.fr

II) Finalement, les députés enterrent la condition d'un casier vierge pour être éligible

Le figaro.fr



Richard Ferrand, président du groupe LREM de l'Assemblée
CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP

LAPRESSEENREVUE.EU

Cet engagement figurait pourtant dans les engagements de campagne d'Emmanuel Macron. Mais l'exécutif a fait marche arrière par crainte de voir la mesure déclarée anticonstitutionnelle.

«Une triste marche arrière», «une reculade»: une fois n'est pas coutume, les avis des députés d'opposition de gauche comme de droite semblaient unanimes lundi soir. Les esprits se sont échauffés à l'Assemblée nationale après l'abandon d'une promesse de campagne du président Macron, qui stipulait «la loi de moralisation de la vie publique comprendra (...) l'interdiction pour tous les détenteurs d'un casier judiciaire (niveau B2) de se présenter à une élection». Alors que les députés préparaient l'examen du texte sur la «confiance dans la vie publique», présenté comme la première réforme phare du début du quinquennat Macron, le gouvernement a finalement opté pour une «peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité», afin d'éviter un blocage d'inconstitutionnalité.



LCP @LCP
Finalement, le durcissement des peines d'inéligibilité est voté, mais pas le casier judiciaire vierge #directAN <http://bit.ly/2eHGpWp>

Cette peine complémentaire serait donc ajoutée à toute condamnation relevant de «crimes et délits de manquement à la probité», notamment sur les questions financières. C'est en réalité un retour à la version initiale du texte, après que la notion de casier judiciaire vierge ait été rajoutée en commission. Mais cette disposition comportait des «risques importants» d'inconstitutionnalité. En effet, la ministre de la justice Nicole Belloubet a expliqué que l'interdiction de se présenter à une élection si le casier n'est plus vierge pouvait être



Sur les méthodes qui ont conduit à l'abandon de l'obligation d'avoir un casier vierge, un détail passe particulièrement mal. La majorité s'est appuyée sur un amendement signé par le chef de file des députés LREM Richard Ferrand. Or ce dernier est visé par une plainte de l'association Anticor pour abus de confiance, dans le cadre de l'affaire de conflit d'intérêts qui le vise. L'association estime en effet qu'une enquête est nécessaire pour déterminer si la convention passée avec la société civile immobilière (SCI) dénommée Saca était dans l'intérêt des Mutuelles de Bretagne ou dans l'intérêt de la compagnie de

M. Ferrand. À noter que cet amendement prévoit que les délits financiers ne seront pas les seuls concernés par «les peines complémentaires» d'inéligibilité, mais aussi «les faits de discrimination, injure ou diffamation publique, provocation à la haine raciale, sexiste ou à raison de l'orientation sexuelle».



N. Dupont-Aignan Compte certifié @dupontaignan
Fin de séance de nuit: la majorité a tristement fait marche arrière sur l'obligation d'un casier judiciaire vierge pour tout candidat ! 01:42 - 25 juil. 2017

Pour couronner le tout, la tenue même des débats a soulevé le mécontentement d'une partie des parlementaires, à l'instar de la socialiste Delphine Batho, qui déplorent n'avoir pas pu défendre leurs sous-amendements annulés par l'adoption de celui de Richard Ferrand.

LE FIGARO.fr

III) Dès ce mois-ci, les salariés vont voir une (petite) hausse de leur salaire net



21 millions de salariés français sont concernés par cette hausse du salaire net en janvier. @ PHILIPPE HUGUEN / AFP

En raison d'une baisse des cotisations sociales maladie et chômage, et d'une hausse de la CSG, le salaire net inscrit sur la dernière ligne de la fiche de paie va augmenter.

C'était le but recherché par le gouvernement : faire en sorte que dès le début de cette année, la baisse des cotisations sociales (moins 2,2 points) l'emporte sur la hausse de la CSG (plus 1,7 point). Cette semaine, en recevant leur fiche de paie, les 21 millions de salariés français vont découvrir une hausse de leur salaire net.

Comme les cotisations, cette augmentation sera proportionnelle au revenu. Pour bien comprendre qui touchera combien, trois exemples ont été puisés dans une simulation réalisée par la société américaine ADP, le plus gros éditeur de bulletins de paie en France (elle édite chaque mois la paie de 3 millions de salariés).

Pour une personne payée au Smic : Dans ce cas de figure, le salarié verra une **augmentation de 21,60 euros** supplémentaires sur son bulletin de paie du mois de janvier. Cette hausse n'est pas

uniquement imputable à la baisse des cotisations et la hausse de la CSG, mais aussi à l'augmentation du Smic, entrée en vigueur le 1er janvier.

Pour un(e) cadre qui gagne 3.500 euros brut par mois : Son salaire net va augmenter de **17,60 euros**. N'étant pas concerné par la hausse du Smic, c'est donc un peu moins que l'exemple précédent.

Pour un(e) cadre qui gagne 4.000 euros brut par mois : Là, l'augmentation de son salaire net sera de **20,10 euros**. À noter que plus on grimpera dans l'échelle des salaires, plus le gain mensuel sera important.

Cette hausse du salaire net concerne les salariés du privé, et non pas les fonctionnaires. Ces derniers ne bénéficieront pas d'une baisse de cotisations en échange de la hausse de la CSG, mais simplement d'une compensation à l'euro près de cette hausse de la CSG. En clair, rien ne va changer pour eux, en bas de leur fiche de paye.

La deuxième étape de la baisse des cotisations sociales (moins 0,95 point) interviendra le 1er octobre prochain, et renforcera l'effet recherché par le gouvernement.

Europe 1

IV) Le précédent François Bayrou peut-il fragiliser Gérard Darmanin au gouvernement?

En juin, le garde des Sceaux avait quitté son poste alors qu'il n'était pas mis en examen. Sept mois plus tard, une enquête préliminaire vise le jeune ministre.

Par Alexandre Boudet



AFP La démission de François Bayrou au mois de juin dernier, peut-elle créer un précédent qui mettrait Gérard Darmanin en difficulté?

LAPRESSEENREVUE.EU

C'est une affaire dont l'exécutif se serait bien passé. Visé par une plainte pour viol, Gérard Darmanin garde "toute la confiance" du premier ministre selon les mots d'un proche d'Édouard Philippe. Mais dans la même déclaration, l'entourage du chef du gouvernement précise que "les règles fixant l'appartenance au gouvernement sont connues".

En théorie donc, le ministre de l'Action et des comptes publics n'est pas menacé. Car ces règles, rappelées en début de mandature par Christophe Castaner dans le cas de Richard Ferrand sont simples: "s'il était mis en examen, il serait immédiatement démis de ses fonctions", précisait celui qui était alors porte-parole du gouvernement.

Tant que la plainte visant Gérard Darmanin en reste au stade de l'enquête préliminaire, il ne peut pas être mis en examen. Cette étape ne peut advenir que si une information judiciaire était finalement ouverte par le parquet de Paris. Voilà donc pour la théorie. Mais la pratique, entrevue depuis le début du quinquennat, pourrait compliquer les choses.

Quand Bayrou partait sans mise en examen

Au mois de juin, deux cas ont simultanément été à l'encontre de cette règle édictée par Matignon. Quand François Bayrou a annoncé qu'il ne participerait pas au nouveau gouvernement Philippe nommé après les législatives (comme Sylvie Goulard et Marielle de Sarnez), c'est que son nom venait d'être cité dans une affaire des emplois potentiellement fictifs des assistants parlementaires du Modem. Or la justice n'en était là qu'au stade de l'enquête préliminaire; il n'y a toujours à ce stade aucune mise en examen du maire de Pau.

Il n'y en a pas non plus pour Richard Ferrand qui a été exfiltré à la présidence du groupe LREM à l'Assemblée alors que l'affaire des Mutuelles de Bretagne n'avait pas encore été classée sans suite. Celui qui était ministre de la Cohésion des territoires avait pourtant quitté son poste sur la base de soupçons de presse qui avaient conduit le parquet à ouvrir une enquête préliminaire. Sept mois après son départ, l'enquête a rebondi avec l'ouverture d'une information judiciaire mais aucune mise en examen n'est encore intervenue.

La différence est juridiquement assez claire. Alors qu'une mise en examen est la conséquence d'indices graves et concordants visant une personne, l'enquête préliminaire n'est que le premier stade de la procédure judiciaire. Il s'agit de la phase qui précède éventuellement les poursuites qui visent à réunir les preuves pouvant étayer une accusation et les indices qui permettent de la nuancer. Si une personne est encore présumée innocente quand elle est mise en examen, elle l'est encore plus au stade de l'enquête préliminaire.

"On n'est pas à l'abri de manipulation"

À l'époque de la démission de François Bayrou, l'ancien député René Dosière, chantre de la transparence et de l'éthique en politique avait adressé une mise en garde. "Le Premier ministre nous avait dit: 'S'il y a une mise en examen, il n'y aura pas de ministre.' Maintenant, l'ère du soupçon suffit pour que les ministres soient conduits à démissionner. Il faut faire attention, parce qu'on n'est pas à l'abri de manipulations, de coups bas politiques", avait-il déclaré.

C'est aujourd'hui la ligne de défense des avocats de Gérard Darmanin. "Ces accusations ne traduisent qu'une seule intention de nuire d'une personne ayant déjà fait l'objet d'une condamnation pénale pour des faits de chantage, de malveillance et de menaces de crime", a affirmé à l'AFP Me Mathias Chichportich.

Reste à savoir si la pression qui s'exercera sur le ministre ne mettra pas en péril la solidité du gouvernement. Tant que Gérard Darmanin peut poursuivre son action, il ne devrait pas être en danger. Mais à partir du moment où celle-ci serait entravée par l'affaire -et l'opposition pourrait rapidement se faire entendre- son maintien pourrait davantage coûter que

son départ.

C'est exactement ce qui avait valu à François Bayrou de quitter la place Vendôme pour revenir à Pau. Même s'il n'était pas mis en examen, les multiples attaques de ses adversaires et les appels à sa démission faisaient qu'il lui devenait impossible de défendre la loi de moralisation que le Parlement s'appropriait à examiner. Pour l'heure, ce n'est pas le cas.



V) Congrès du PS : Julien Dray, gueule cassée du hollandisme



Par Bruno Rieth

Après avoir longtemps joué le rôle de conseiller des princes, auprès de François Hollande puis d'Emmanuel Macron, Julien Dray veut sortir de l'ombre. En finir avec cette image de Baron noir, aussi. Portrait.

"Franchement, Julien Dray ne mérite pas un portait à charge !". Ça, il faut bien l'avouer, on ne s'y attendait pas. À l'autre bout du téléphone, l'Insoumis Alexis Corbière explique cette surprenante attention à l'égard du socialiste : "J'ai de l'estime pour l'homme. Peu de gens le savent mais à un moment où j'ai eu besoin d'une aide militante, il a été là, alors qu'il n'était pas obligé".

En 1995, Corbière, qui est alors étudiant à l'IUFM (institut universitaire de formation des maîtres), militant à l'Unef-ID et à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), est arrêté et incarcéré à Fleury-Mérogis sous le chef d'inculpation d'"association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».

"J'ai passé un mois en prison. J'étais accusé à tort d'être membre de l'ETA", précise-il. Surprise, à son procès, Julien Dray, alors député du Parti socialiste, vient le défendre à la barre. "Pourtant, je n'étais pas proche, je ne lui devais rien mais il estimait que ma situation était injuste, se souvient l'élu de Montreuil avec une certaine émotion dans la voix.

C'était la marque d'une véritable élégance intellectuelle". Un épisode que Dray nous

confirme. "Je me suis fait engueuler par les autres députés du groupe, on m'a accusé de soutenir le terrorisme basque et toutes ces conneries", s'amuse-t-il. Depuis, les deux hommes se bagarrent souvent politiquement mais un respect mutuel subsiste entre eux.

En finir avec le Baron noir

Une estime que Dray a beaucoup moins pour une bonne partie des responsables du PS, ceux qu'on nomme les "quadras". "Julien pense qu'il y a un vrai problème de cadres politiques à Solfé. Il les voit comme des héritiers qui n'ont jamais mouillé la chemise", souffle un cacique socialiste. Une des raisons qui pousse Dray à se dire que cette fois, ce congrès d'Aubervilliers en avril prochain, c'est peut-être son moment. En même temps, les "quadras" le lui rendent bien. "Sincèrement, on n'a plus besoin d'un baron noir pas clair sur les affaires", lâche ainsi un candidat en lice pour prendre le parti. C'est vrai que physiquement, lorsqu'il entre dans le café à l'occasion d'un entretien réalisé il y a quelques semaines, on a beau se frotter les yeux, essayer de se chasser l'image de la tête, avec cette démarche lente, sa tête légèrement enfoncée dans les épaules et son crâne déjà bien dégarni, difficile de ne pas penser Kad Merad incarnat à Philippe Rickwaert dans la série de Canal+. Ce qui a le don de l'énerver devant son omelette baveuse.

"J'en ai un peu ma claque, qu'on me décrive simplement comme le type qui fait des coups ! Comme si les autres ne faisaient pas de coups, eux aussi ! Et comparé aux leurs, c'était autre chose : construire le PS, le faire vivre ou essayer de faire gagner Ségolène à la présidentielle...", se renfrogne-t-il.

Un énervement passager. Tout passe vite avec Dray. "Ce n'est pas un rancunier, c'est un généreux", confirme la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann. Les deux ont longtemps cheminé ensemble à l'aile gauche du PS, dans les années 90. Avec Jean-Luc Mélenchon, ils formaient la terrible "bande de l'Essonne" qui prenait un malin plaisir à semer un maximum de bordel pour essayer de tirer le PS sur une ligne la plus à gauche possible. Et pourtant, de la rancune, il aurait pu en avoir à en revendre. "Ces dernières années, Dray en a souvent pris plein la gueule et à chaque fois, il a été lâche par ses 'copains'", reconnaît un proche.

"Hollande n'a jamais été tendre avec Dray"

Comme en 2009, lorsqu'il fait l'objet d'une enquête préliminaire pour abus de confiance, en lien entre autres avec de gros achats chez l'horloger Bréguet - il a écopé finalement d'un simple rappel à la loi. Pendant un an, Dray se retrouve seul à se débrouiller avec ses problèmes de montres. Ou en 2012, alors qu'il a activement participé à la victoire de François Hollande, lorsqu'il se retrouve éjecté du cercle proche par une Valérie Trierweiler ne lui pardonnant pas sa proximité avec Ségolène Royal. "Il s'était fait lâcher par tout le monde. Comme on était d'accord sur l'Europe notamment, on l'a accueilli sur notre motion pour qu'il ait une place au Bureau national", se souvient Lienemann. En 2015 aussi, lors des régionales. Lui se voyait déjà tête de liste. Trierweiler étant partie, il pensait pouvoir compter sur le soutien de son "ami" François. "La région Ile-de-France, c'était vraiment mon truc", souffle-t-il, encore amer. Mais c'est Claude Bartolone qui est finalement choisi par l'Élysée pour mener campagne. Dray tentera bien un plan B en proposant "un coup" à

son ancien camarade Mélenchon : une liste comprenant des socialistes, des communistes, des écologistes et les Insoumis. Il assure même au chef de la France insoumise que Jean-Paul Huchon est prêt à être président du comité de soutien. Mélenchon écoute la proposition pour la forme, lors d'un déjeuner, mais ne donne pas suite.

"Hollande n'a jamais été tendre avec Dray"

Il y a enfin le cas Macron. Un beau raté. Depuis longtemps, ce qu'aime Julien Dray plus que tout, c'est dénicher et mettre sur orbite des jeunes talents. Il l'a fait avec Malek Boutih, Harlem Désir ou Delphine Batho. Au mitan du quinquennat Hollande, Dray cerne rapidement le potentiel de celui qui est alors ministre de l'Économie. Il le couve, le conseille, le protège. Et voit surtout en lui un très bon atout pour François Hollande. Jeune, populaire, Emmanuel Macron a en plus cet avantage de ringardiser Manuel Valls - qui cache de moins en moins ses ambitions présidentielles - sur son propre terrain : celui de la réforme, du dépassement des clivages et des tabous levés au nom d'un pragmatisme libéral. Sauf que la créature échappe au créateur.

Si François Hollande m'avait écouté en nommant Macron à Matignon à la place de Valls, Emmanuel restait au gouvernement, il devenait son directeur de campagne et on n'en serait pas là aujourd'hui", rectifie Dray. Dommage. Surtout qu'après avoir abdicqué, François Hollande interdit aux membres de son cercle proche de rejoindre la marche de Macron. Question d'image, leur dit-il. Pas de bol pour Julien Dray, qui ne peut même plus espérer se faire une place au chaud en Macronie. Un épisode qui illustre d'ailleurs bien l'amitié vache qu'entretient l'ancien président de la République avec lui. "Hollande n'a jamais été tendre avec Dray. Que ce soit en mettant Harlem Désir à la tête du PS en 2012 plutôt que lui, ou en ne le nommant pas ministre. Il a eu les boules", croit savoir un sénateur socialiste.

Dray veut en finir avec ce rôle de conseiller les princes

Aujourd'hui émancipé de Hollande, Julien Dray veut désormais rompre avec une stratégie entamée en 2003 : peser sur la ligne plutôt que de mener les troupes. Après la défaite de Lionel Jospin en 2002, Dray coupe les ponts avec l'aile gauche du PS et accepte de rentrer dans le courant majoritaire en devenant porte-parole du PS, alors dirigé par François Hollande. "Après le traumatisme de 2002, Julien a considéré que pour être efficace, il fallait être au cœur du réacteur", analyse Marie-Noëlle Lienemann. "Il aime surtout le pouvoir d'influencer dans l'ombre, être le conseiller des princes", précise un ancien compagnon de route.

Et les princes le lui rendent bien, avides - même s'il s'en défend furieusement - des coups à trois bandes et stratégies subtiles qu'il leur concocte à la pelle. "Julien a une grande force, c'est qu'il voit les coups politiques. C'est comme au rugby, lui il est le type qui voit le trou dans la mêlée", reconnaît la sénatrice. Même constat d'Alexis Corbière : "Il a un vrai flair politique et il a montré qu'il était capable d'impulser des mouvements de masse dans la jeunesse. C'est un homme de coups mais pas dans le sens négatif du terme, car la politique c'est aussi des coups".

"C'est sûrement la personnalité qui a la plus grande densité intellectuelle au Parti", abonde même un socialiste qui a pourtant récemment rallié Olivier Faure.

"Après le traumatisme de 2002, Julien a considéré que pour être efficace, il fallait être au cœur du réacteur"

Sortir de l'ombre, Julien Dray le voudrait bien. Mais pourquoi faire ? Depuis plusieurs semaines, il multiplie les propositions : taxe sur les Gafa pour constituer une dotation universelle de 50.000 euros versée aux jeunes Français à l'âge de 18 ans, passer à une coprésidence du parti socialiste, organiser un congrès annuel... "Je relancerais bien aussi le journal des socialistes, un truc qui ressemblerait au 1 hebdo. J'ai plein d'idées, ça pourrait se faire dès septembre", nous confie-t-il. C'est là la limite pour Alexis Corbière.

"C'est un potentiel gâché, il a trop fait de zigzags", estime-t-il. Et de se rappeler : "Ce qui est marrant, c'est que quand j'ai rejoint le PS, on me présentait Julien, encore auréolé par son passé trotskyste, comme le type radical qui allait se barrer du PS et Jean-Luc comme une sorte de rad-soc indémodable". Jean-Luc est parti, Julien est resté. Ce qui fait dire à Corbière : "À force d'y déambuler, Julien, s'est perdu dans les couloirs sombres de Solférino. C'est dommage...". À moins qu'il ne s'agisse encore d'un coup en plusieurs temps. Dray tâtonnerait-il pour retrouver l'interrupteur ? On ne sait jamais, avec lui.



VI) Pour passer incognito, Manuel Valls dit être Benoît Hamon (vidéo)

Manuel Valls a éventé samedi sa stratégie pour passer incognito dans la rue. Lorsqu'il ne souhaite pas être reconnu, il se fait passer pour Benoît Hamon.



Manuel Valls a avoué se faire passer pour Benoît Hamon face aux passants. © Patrick KOVARIK / AFP/Archives

FranceSoir.fr

Une réflexion qui en dit long sur la popularité des deux intéressés. Manuel Valls a une stratégie assez poussée pour ne pas être reconnu par les passants quand il se promène dans la rue. Au-delà des artifices classiques (lunettes de soleil,

casquette), l'ancien Premier ministre a aussi fait savoir qu'il se faisait passer pour un autre, en l'occurrence Benoît Hamon.

Le député de l'Essonne a fait part de son stratagème samedi 27 au matin sur Europe 1. "Les gens sont plutôt gentils quand vous ne gouvernez plus. Ils vous regrettent. (...) Ce n'est jamais désagréable (d'être reconnu dans la rue), ils peuvent m'interpeller sur mes prises de position, sur la laïcité, sur les questions liées au voile dans les quartiers, sur tous ces sujets-là. Mais on engage vite le dialogue", a-t-il d'abord expliqué sur son rapport aux gens.

<https://dai.ly/x6ds519>



Capture d'écran PER

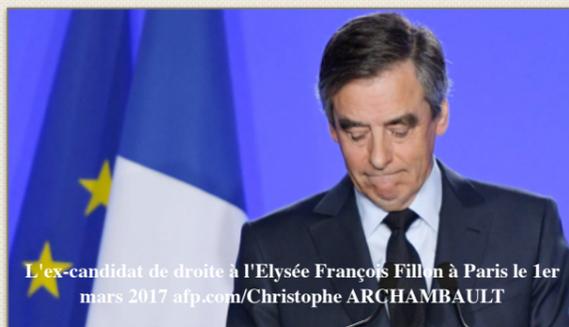
Et de poursuivre: "Et puis, quand j'ai pas envie de parler, je mets ma casquette, je prends un bouquin, mes lunettes de soleil... on finit par me reconnaître, c'est ça qui est embêtant. Malgré la casquette, les lunettes de soleil et la barbe, il y a quand même des gens qui vous reconnaissent".

C'est à ce moment que l'ancien locataire de Matignon dévoile sa "botte secrète": "Ça m'est arrivé. J'ai dit +je suis Benoît Hamon+".

Difficile de ne pas y voir une pique adressée à l'ancien candidat socialiste pour la présidentielle de 2017, qui avait devancé Manuel Valls aux primaires de gauche, et qui est désormais leader de Génération.s. Une façon de dire que sa popularité n'est guère au beau fixe depuis l'élection présidentielle.

Reste à savoir pour qui Benoît Hamon se fait passer lorsqu'il ne veut pas être reconnu dans la rue. Il y a fort à parier qu'il ne s'agit pas de Manuel Valls.

Auteur : La rédaction de FranceSoir.fr



Il y a un an, le "Penelopegate" éclatait. BFMTV et France 5 y consacrent dimanche et lundi deux longs documentaires.

Mais qui a eu la peau de François Fillon? Un an après que le "Penelopegate" a éclaté, deux longs documentaires reviennent sur l'un des épisodes politiques les plus intenses de ces dernières décennies. Le premier, C'était écrit: François Fillon, l'homme qui ne voulait pas être président, diffusé dimanche à 20h50 sur France 5, est le récit structuré d'une longue descente aux enfers sur fond de haines recuites tandis que le second, Qui a tué François Fillon?, diffusé lundi à 22h45 et 23h45* sur BFMTV, se présente davantage comme un thriller haletant.

Tout commence le 24 janvier 2017 alors qu'au QG de la rue Firmin Gillot (15e arrondissement), l'équipe de François Fillon tire les rois. Comme un mauvais présage, les fèves se révèlent être des chats noirs. Le porte-parole Thierry Solère n'a pas le temps de s'en inquiéter que déjà, son portable vibre de centaines d'appels de journalistes. Le Canard enchaîné vient de révéler l'affaire appelée "Penelopegate".

Aucun informateur pour le Canard

A BFMTV, les journalistes du Canard assurent ne pas avoir eu "d'informateur qui est venu nous apporter quoi que ce soit". "Il n'y a pas de force obscure. On a à chaque fois sollicité nous-mêmes les informations", indique Isabelle Barré, l'une des investigatrices à l'origine du scoop. Pas de quoi convaincre la défense de François Fillon. "Il y a autre chose derrière. Il y a des informations qu'ils n'ont pas pu obtenir (...), des éléments qui leur ont été fournis afin qu'ils soient publiés", conteste encore aujourd'hui Me Antonin Levy.



Capture d'écran PER



France 5@France5tv

Une ascension fulgurante, une élection dite "imperdable" et pourtant... "François Fillon, l'homme qui ne pouvait pas être président", 1er numéro de "C'était écrit", nouvelle collection documentaire signée @Bruce_Toussaint et @felixsgr dimanche 4 février à 20.50 sur #france5

Les regards se tournent vers Rachida Dati, qui avait demandé sur Twitter en 2014 que François Fillon "soit transparent sur ses frais, ses collaborateurs et Force républicaine" [son micro-parti]. L'ancienne garde des Sceaux dément être à l'origine des fuites: "tout le monde savait qu'il y avait un problème de financement de son micro-parti, que certains collaborateurs étaient pas forcément rattachés au bon endroit mais tout le

monde le disait, y compris à l'UMP", assure-t-elle à BFMTV. Mais, jure-t-elle, "je dis les choses, je ne fais pas de coups dans le dos". "Je n'ai accès à aucune information particulière (...). S'il fallait mettre en cause tous ceux à qui François Fillon a fait du mal, ça ferait une longue liste", se défait pour sa part Jean-François Copé.

Un administrateur de l'Assemblée soupçonné

Selon l'enquête de BFMTV, 95 personnes ont accès aux fiches de paie des collaborateurs de l'Assemblée nationale dont, notamment, celle de Penelope Fillon: 74 aux RH et aux ressources financières, 15 au service chargé d'envoyer les bulletins de salaires et 6 chez un prestataire extérieur qui gère le logiciel.

Selon le journaliste Bruno Jeudy, le directeur de campagne démissionnaire de François Fillon Patrick Stefanini -dont on apprend dans le documentaire de France 5 qu'il n'a voté ni Fillon ni Macron au premier tour de la présidentielle- a mené son enquête pendant la campagne. Il a remonté une piste qui l'a amené à un administrateur de l'Assemblée nationale, ancien collaborateur de François Fillon à Matignon. Mais sans arriver à prouver quoi que ce soit. Contacté par BFMTV, cet administrateur nie être à l'origine des fuites au Canard: "Ce ne sont pas mes méthodes, ce n'est pas le genre et je n'ai aucune animosité envers François Fillon".

"Il faut être fourbe quelques fois"

La question de la source se pose moins sur l'affaire dite "des costumes" qui, dans les dernières semaines de la campagne, a enfoncé le candidat de la droite. L'avocat Robert Bourgi avait déjà avoué à Complément d'Enquête (France 2) en juillet avoir piégé volontairement le candidat LR en lui offrant 13 000 euros de costumes Arnys. Dès le 10 janvier, avant même que n'éclate l'affaire Penelope Fillon, il aurait dit à Nicolas Sarkozy: "Je vais le niquer, il ne s'en remettra pas". L'ancien président de la République ne l'en aurait pas dissuadé. "L'expression 'Il ne m'a pas retenu le bras', c'est la réalité", confie à BFMTV l'avocat qui raconte aussi avoir été contacté par François Fillon la veille de la révélation du JDD. "Moi, je ne sais pas. Tu sais, il y a des fuites partout", lui a répondu Robert Bourgi qui avoue: "Je sais mentir quand il le faut. Je savais que l'homme était déjà atteint. Il était terrorisé".



BFMTV @BFMTV

ÉVÉNEMENT BFMTV J-4 "Qui a tué François Fillon ? L'enquête"@BFMTV Découvrez ce nouvel extrait, où Robert Bourgi a porté le coup de grâce au candidat à la présidentielle

Selon son récit, il rappelle ensuite Anne Méaux, en charge de la communication du candidat LR. "Bonjour ma grande", lui dit-il. "Elle me dit: 'Robert, qu'est-ce qui se passe? François est dans tous ses états, c'est la fin de François', rapporte-t-il. Je lui dit: 'écoute, moi, je ne sais pas. Mais est-ce qu'il n'est pas possible d'arrêter le JDD?', lui dis-je de manière fourbe. Il faut être fourbe quelques fois. N'humilier jamais un être. Tôt ou tard, il vous le fera payer."

Vexé pour n'avoir pas été invité au château?

Un récit d'un cynisme scotchant mais dont les motivations restent bien vagues. Robert Bourgi assure simplement avoir eu "la grosse colère" après les attaques de François Fillon contre

VII) Mensonges et trahisons... Autopsie du meurtre politique de François Fillon

Par Alexandre Sulzer

Nicolas Sarkozy en août 2016. L'ancien Premier ministre avait alors demandé, dans une formule qui lui reviendra en boomerang: "Qui imagine le général De Gaulle mis en examen?". A France 5, l'avocat assure aussi avoir été vexé pour n'avoir "jamais eu la faveur suprême d'être invité dans son château" sarthois.

Mais au long de ce chemin de croix, les ennemis de François Fillon ne sont plus les seuls à avoir la dent dure contre lui. Les amis aussi. A l'instar de Roselyne Bachelot qui se souvient de son trouble durant la campagne. "Tout le monde se rend compte que, s'il gagne, il ne peut pas gouverner, confie-t-elle à France 5. Il ne peut pas gouverner contre une France qui tape sur des casseroles. Ce n'est pas possible. Et on a finalement qu'un espoir: c'est qu'il arrive à sortir de cela. Comme devant un grand malade qu'on aime et dont on se dit qu'il faut que ça se termine."

"Si je ne lui pardonne pas, c'est que son intelligence dans la vie, ça sert à maîtriser ses défauts. Sinon, l'intelligence ne sert à rien", lâche aussi l'ami de toujours Jean de Boishue, en référence au tempérament ténébreux et solitaire du candidat. A la fin du documentaire de BFMTV, cet intime parmi les intimes apporte peut-être l'explication finale. "Qui a tué François Fillon? C'est François Fillon. Il est mort un peu de son caractère, des faiblesses qu'il n'a pas corrigées."

* Le documentaire sera également diffusé samedi 3 février dans l'émission "7 Jours BFM"

l'express

VIII) Politique : pourquoi le Landais Stéphane Delpeyrat quitte le PS

par E. Pedezert.



Il avait rejoint le PS en 1986, inspiré par Henri Emmanuelli Le Lievre Nicolas © / Le Lievre Nicolas

Le Landais Stéphane Delpeyrat-Vincent, président du groupe socialiste à la région, a annoncé qu'il quittait le PS. Il rejoint le mouvement de Benoît Hamon.

"Cher-es ami-es, c'est le cœur lourd mais avec les idées claires que je prends la décision de quitter le Parti Socialiste." Stéphane Delpeyrat-Vincent a officialisé ce vendredi soir sa rupture avec le PS, un parti qu'il avait fait sien voilà quelque 32 ans.

Un parti, qui plus est, pour lequel il s'était "pleinement et totalement engagé depuis [son] adhésion en 1986 (militant, secrétaire de section, premier fédéral, membre du Conseil national, du bureau et du secrétariat national)."

Mais voilà, **Stéphane Delpeyrat ne s'y reconnaît plus**. A Mugron mi-octobre, avant même, donc, la naissance du mouvement de celui qu'il soutient pleinement Benoît Hamon, le Landais faisait part de ses doutes.

"Il faut un mouvement qui renouvelle les idées de la gauche"

"La social-démocratie est épuisée, partout en Europe. Il n'y a plus qu'au Portugal qu'elle marche. Se ranger derrière un réflexe d'appareil n'a pas de sens. Ce ne sont pas les églises qui comptent, mais les évangiles. C'est pas moi qui le dis, c'est du Henri Emmanuelli. Il faut un mouvement qui renouvelle les idées de la Gauche et qui rassemble. Comme Mitterrand avec Rocard et Chevènement. Après la raclée subie, la période de repli identitaire est logique. Mais dire qu'on est ni Macron, ni Mélenchon, ce n'est pas ce que j'appelle un renouveau identitaire. Ce qui nous a tués, c'est l'absence de projet, il faut partir d'une reconquête intellectuelle."

Et cette reconquête n'est pas arrivée, une crise politique s'est dessinée.

"Je ne peux rester plus longtemps dans un parti dont la stratégie n'est plus le rassemblement de la gauche et dont le projet n'est plus la transformation sociale, mais trop souvent la simple gestion du système existant. Aux côtés d'Henri Emmanuelli, et de ses camarades, j'ai lutté pendant trente ans de toutes mes forces contre cette dérive. Voilà, c'est un constat d'échec. Cet échec est collectif et j'en prends toute ma part. »

Pas de rancœur

Pas de croche-pied à ses amis landais, à ceux de la Région non plus. Pas de rancœur de n'avoir pas pu représenté le parti socialiste aux Sénatoriales. "J'ai fait 30 ans de politique avec Henri Emmanuelli, je suis maire, je peux vivre sans être sénateur!", affirmait Stéphane Delpeyrat à la Fête de la rose. Il me reste une quinzaine d'années à faire de la politique. Alors que faire? Se satisfaire du PS d'aujourd'hui ou créer une nouvelle force de gauche? Je choisis la deuxième option, plus difficile, mais intellectuellement plus enrichissante. Régénérer la Gauche est urgent."

Ce sera aux **côtés de Benoît Hamon**. Stéphane Delpeyrat rejoint officiellement le mouvement Génération-s. "Je m'emploierai à faire émerger de nouvelles générations de militants, il est utile qu'elles émergent. Et c'est incroyable le monde qu'il y a déjà autour de ce mouvement", se réjouit ce samedi matin Stéphane Delpeyrat.

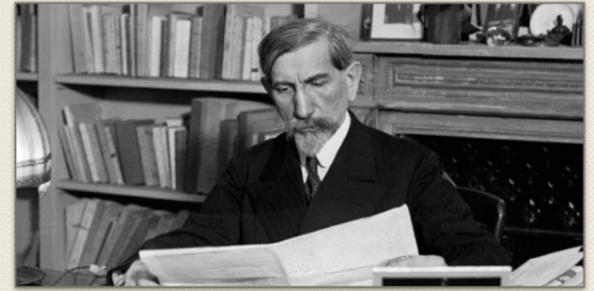
Le landais quitte donc la présidence du groupe socialiste à la Région. "J'en avais parlé avec Alain Rousset avant de rendre publique ma décision. Ça ne pose pas de problème dans le groupe, puisque nous étions déjà un rassemblement de la gauche. A la région nous sommes là pour des sujets locaux, pour un projet régional et il n'y a pas de désaccords majeurs à faire entendre." régional et il n'y a pas de désaccords majeurs à *faire entendre*."

sudouest.fr

IX) Charles Maurras retiré des livres de commémorations de l'année 2018

Par Alexandre Boudet

Françoise Nyssen veut "lever les ambiguïtés qui sont de nature à diviser la société française".



Keystone-France via Getty Images
Charles Maurras retiré des livres de commémorations de l'année 2018 par la ministre de la Culture Française Nyssen.

CULTURE - Elle a choisi l'option radicale: supprimer Charles Maurras des livres de commémorations de l'année 2018. La ministre de la Culture Française Nyssen a annoncé cette décision dimanche après de vives protestations contre la présence de l'écrivain d'extrême droite.

Pour "lever l'ambiguïté" sur "des malentendus qui sont de nature à diviser la société française", la ministre a demandé le rappel du Livre des Commémorations nationales 2018 et sa réimpression "après retrait de la référence à Maurras", indique-t-elle dans un communiqué.

Ce recueil avait été élaboré par le Haut Comité des commémorations nationales. Chaque année, il établit la liste des événements qui sont de nature à être célébrés par la nation.

En cette année 2018, à côté de mai 68 ou de l'anniversaire du compositeur François Couperin (né en 1668), il s'agissait de commémorer les 150 ans de la naissance de Charles Maurras, en 1868.

"Il ne s'agit évidemment pas de célébrer le penseur de l'extrême droite qu'était Maurras, mais au contraire de connaître son rôle dans l'histoire de France", expliquait il y a encore quelques jours le ministère de la Culture. Pilier de l'Action française, Charles Maurras a été condamné après la Seconde Guerre mondiale pour son soutien au régime de Vichy.

Comme Céline en 2011

Cet argument du ministère n'a pas été entendu par de nombreuses personnalités et associations engagées dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

"Commémorer c'est rendre hommage. Maurras, auteur antisémite d'extrême droite, n'a pas sa place dans les commémorations nationales 2018", a affirmé Frédéric Potier, le monsieur anti-racisme du gouvernement.

"Ne laissons quiconque opérer une opération de réhabilitation de celles et de ceux qui, par leurs écrits et leurs actions, ont contribué à assombrir le siècle dernier", a mis en garde SOS Racisme dans un communiqué. Idem pour la Licra.

